

1987 : une bonne année pour l'Europe ?

Le rapport économique que la Commission des communautés européennes a transmis en octobre 1986 au Conseil présentait une projection tendancielle pour l'année 1987 aux résultats tout à fait significatifs : la croissance de l'Europe des Douze s'y montait à 2,8 %, contre 2,3 % pour les Etats-Unis et 2,4 % pour le Japon. Du jamais vu, pourtant passé largement inaperçu. Et cependant, les diagnostics convergent : c'est l'Europe qui devrait se trouver en tête du peloton en 1987.

Cette bonne performance relative concernant la croissance serait d'autant plus remarquable qu'elle ne serait pas atteinte au prix de déséquilibres accrus. Bien au contraire, elle s'accompagnerait, d'après la même source, d'une inflation réduite à 3 % pour l'ensemble de la Communauté, et même à 2,1 % pour les seuls pays participant au mécanisme de change du SME. Dans le même temps, l'Europe des Douze dégagerait un excédent des opérations courantes de plus de 40 milliards de dollars.

Décidément, au vu de ces indicateurs macro-économiques, il apparaît que 1987 devrait être une bonne année pour l'Europe.

Les raisons de cette embellie conjoncturelle sont bien connues. L'Europe importe globalement beaucoup de pétrole; la chute du prix du pétrole s'est traduite pour elle par un gain net d'environ 60 milliards d'écus, soit presque 2 % de son revenu total. Ce gain a été transmis aux agents économiques et ceux-ci en ont dépensé une partie en biens et services. Même si la proportion dépensée a été variable suivant les pays et suivant les agents, elle s'est révélée suffisamment forte pour entraîner une vive augmentation de la demande interne et une certaine reprise de la production. De plus, la baisse du dollar (33 % par rapport à l'écu entre février 1985 et septembre

1986) a accentué le ralentissement de l'inflation et a accru, dans un premier temps, l'excédent de la balance commerciale.

En sens inverse, les Etats-Unis commencent à connaître les douleurs de la résorption des déficits, et le Japon, dont les débouchés extérieurs pâtissent de la montée du yen, n'arrive ou ne cherche pas, contrairement à l'Europe, à tirer sa croissance par une demande interne plus dynamique.

Cette embellie est-elle durable ? A l'évidence, certaines des causes de l'amélioration sont seulement transitoires : le gain lié au contre-choc pétrolier n'est engrangé qu'une fois et ne se répète pas, il se peut même d'ailleurs qu'il soit grignoté dans les années qui viennent par une lente remontée du prix du pétrole ; quant aux mouvements de taux de change, ils commencent à faire sentir leurs conséquences négatives sur le commerce extérieur européen en volume.

De plus, les handicaps structurels de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon sont seulement conjoncturellement masqués ; ils n'ont pas disparu pour autant. En premier lieu, la faiblesse de l'offre compétitive subsiste, liée principalement à l'insuffisance quantitative et qualitative des investissements réalisés en Europe au cours des dix dernières années. En second lieu, l'économie européenne continue de montrer son incapacité à créer des emplois dans un contexte de croissance lente.

C'est pourquoi, pour que l'année 1987 soit véritablement une bonne année pour l'Europe, il faudrait que le répit conjoncturel soit mis à profit par les pays membres pour renouveler leur capital productif, public ou privé, et l'adapter aux conditions nouvelles de la concurrence internationale, et pour créer les conditions d'une reprise des créations d'emplois suffisamment vigoureuse pour permettre un début de décrue du chômage.

Jean-Michel Charpin
Directeur du CEPII